

**République Française - Département du Lot
Commune de Grézels**

A_2026_26

**ARRÊTÉ
permanent de circulation chemin du Port**

Monsieur le maire de la commune de Grézels,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18, R 411.25 à R 411.28 et R 422.4;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU le code de la voirie routière et notamment l'article R 141-3

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue - approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié) ;

Considérant la nécessité de garder un accès au Lot pour les véhicules des pompiers,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : l'arrêt et le stationnement des véhicules est interdit sur la cale.

ARTICLE 2 : Ces dispositions prennent effet ce jour, la signalisation étant installée.

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Grézels.

ARTICLE 5 : Les arrêtés de circulation permanents antérieurs portant sur le chemin du Port sont abrogés.

ARTICLE 6 : Monsieur le maire de la commune de Grézels, Monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie de Puy l'Évêque, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Grézels, le 17 avril 2026
Monsieur le maire, Sébastien PEREZ



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de sa publication. le tribunal administratif pourra être saisi par courrier ou par l'application informatique Télérecours accessible par le lien : <https://www.telerecours.fr>

A_2026_26